André Raynauld
Économiste, professeur retraité, Université de Montréal
(1984)

“Continuité et rupture dans l'évolution de la pensée économique au Québec”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca
Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

André Raynaud

“Continuité et rupture dans l'évolution de la pensée économique au Québec”. Un article publié dans **Continuité et rupture. Les sciences sociales au Québec** (2 tomes). Textes réunis par Georges-Henri Lévesque, Guy Rocher, Jacques Henripin et al., éditeurs. Tome II, chapitre XXV, pp. 385-396. Montréal: Les Presses de l'Université de Montréal, 1984, tome II, 359 pp. [pp. 311 à 670]

Avec l'autorisation formelle de M. André Raynaud, économiste, professeur retraité de l'Université de Montréal, accordée mercredi le 15 septembre 2004.

Courriel : raynaul@attglobal.net

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 6 novembre 2004 à Chicoutimi,
Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Table des matières

1. [Le débloçage](#)
2. [Pour la suite des jours : les années '70](#)

“ Continuité et rupture dans l'évolution
de la pensée économique au Québec”

André Raynald, économiste

On me demande de porter témoignage sur l'évolution de la pensée économique depuis les années 60 au Québec. Je ne le ferai pas sans un certain sentiment d'inquiétude dans la mesure où ce témoignage se veut surtout personnel, alors que, par tempérament ou par pudeur, je me suis toujours senti incapable d'écrire sur un sujet qui m'est aussi désagréable.

1. Le déblocage

[Retour à la table des matières](#)

Le fait est que je suis peut-être un bon exemple encore vivant de la période de transition que nous avons traversée au Québec des années 40 aux années 70. Pour fixer les idées à ma manière, je dirai que le débat a consisté à faire prévaloir des modes d'approche scientifiques sur les valeurs traditionnelles fondées sur le cléricalisme, le nationalisme et les attitudes morales. Dans les sciences humaines et notamment dans les sciences économiques, ce débat s'est d'abord déroulé à Laval, puis à Montréal avec une décennie de retard. Le décalage s'est manifesté chez les principaux agents de changement, tels que Lamontagne et Faucher, pour ce qui est de ma perception personnelle des choses ; il s'est manifesté aussi, sans doute, dans la réorganisation et le contenu de l'enseignement économique, enfin dans les travaux de recherche, soit vers 1953, avec les *Essais sur le Québec contemporain et le Fédéralisme*

canadien, puis avec les travaux en partance de l'Université de Montréal, une dizaine d'années plus tard.

Étant, je pense, un authentique produit du milieu rural québécois j'en ai épousé toutes les convictions et les valeurs traditionnelles. À l'âge de 15 ans, je me suis associé à la fondation d'une coopérative étudiante au Collège de l'Assomption où j'ai fait mes huit années de cloître. Si je mentionne ce fait anodin en soi, c'est que la coopération a été, pour moi, une façon de m'identifier au milieu, et simultanément une source d'inspiration pour le transformer. J'ai donc appartenu à ce qu'on pourrait appeler une école d'action sociale qui se situait à la périphérie de l'Action catholique du milieu étudiant des années 40 et 50.

Je peux même affirmer que, pendant mes deux années de philosophie et mes trois années d'études universitaires, toutes mes énergies, mes réflexions et la majeure partie de mon temps ont été consacrés à susciter la création de coopératives et de caisses populaires dans tous les collèges de la Province. J'ai également fondé la *Fédération des coopératives étudiantes* dont je suis devenu le directeur exécutif pendant une année ou deux, en plus de m'occuper de l'AGEUM à titre de trésorier, du Conseil supérieur de la coopération et de la *Fédération des mouvements de jeunesse*. Si je suis demeuré fédéraliste, il y a de quoi : étudiant, j'étais de toutes les fédérations!

L'activité intense que j'ai exercée au sein du mouvement coopératif me laissait, m'a-t-il toujours semblé, en parfaite harmonie avec les éléments progressistes du milieu, mais des éléments qui s'inscrivaient dans la continuité historique ou la tradition du Québec.

De même en était-il, à une exception près, du programme d'études universitaires que je suivais en relations industrielles. Ce programme était nouveau, mais la plupart des cours dont je me souviens portaient sur la doctrine sociale de l'Église ou la philosophie morale. Bien sûr, le directeur était le révérend père Émile Bouvier. Certains enseignements, comme les principes de l'administration, s'inspiraient de connaissances positives, mais ils paraissaient accessoires dans l'ensemble de la formation. Il y avait, cependant, une exception majeure à cette règle de la tradition, comme je viens d'y faire allusion. Il s'agissait de Roger Dehem et des cours d'économie. Le contraste étonnait tellement que Dehem serait venu de la Sibérie qu'on aurait trouvé la chose parfaitement naturelle. Théoricien jusqu'au bout des ongles, superbement abstrait, Dehem choquait la plupart d'entre nous qui étions plus pressés de changer le monde que de le comprendre. C'est ainsi que j'ai préféré faire une thèse de M.A. sur la *Grève des instituteurs de 1949* plutôt qu'en science économique. Mais l'aspect le plus révélateur de ce travail, c'est qu'il a porté finalement sur une question de philosophie morale, soit la légitimité de la grève dans un service public. Et ma réponse a été assez nuancée, je l'avoue

avec une certaine gêne, pour rafler toutes les médailles qui se décernaient à cette époque.

J'ai bien failli alors accepter un poste de directeur du personnel quelque part, mais, grâce à l'influence des Bouvier, Dehem et Jean-Réal Cardin, j'ai décidé de poursuivre des études à Paris et à Londres en sciences économiques. En sciences économiques, du moins je le croyais. En toute franchise, la gangue philosophique qui m'enveloppait n'a pas été écartée aussi facilement. Je me souviens d'avoir examiné pendant plusieurs mois les divers régimes de propriété dans l'histoire et dans le monde et, si quelqu'un avait osé me dire que ce n'était pas une analyse économique, je l'aurais envoyé dans les salles de cours de la Sorbonne. Bien entendu, j'ai eu le plaisir de connaître le père Lebreton et de faire mes délices des revues *Économie et humanisme* et *Esprit*. J'ai aussi multiplié les contacts avec le mouvement coopératif et j'ai littéralement quadrillé l'Europe avec des visites et des rencontres dans une bonne dizaine de pays, en vue de recueillir les informations statistiques pour ce qui allait devenir le sujet de ma thèse de doctorat.

Néanmoins, mes préférences très marquées pour la précision du langage, le raisonnement serré et les démonstrations logiques ou empiriques m'ont rapproché progressivement de la littérature et de la réflexion scientifiques. Je me suis surpris à piocher sur le calcul différentiel et intégral, sur la statistique et même sur la théorie économique du regretté René Courtin. Je suivais évidemment les cours des grandes vedettes comme François Perroux, Maurice Byé, Maurice Allais et, à Londres, j'ai fait un séminaire avec Lionel Robbins. Ma thèse de doctorat a été rédigée alors que j'étais en période de transition : pas tout à fait libéré de mes attaches et pas tout à fait un économiste. Elle ne vaut pas grand chose.

Revenu à l'Université de Montréal en 1954, je me suis senti sur un champ de bataille, au beau milieu d'une guerre de religion. Les anathèmes fusaient de toutes parts entre la direction de la Faculté d'un côté et Roger Dehem de l'autre. Quant à moi, j'étais un suspect pour tout le monde. Dehem pensait que j'aurais dû étudier à Louvain et que mes études à Paris avaient été du dilettantisme, du moins est-ce ainsi que j'ai perçu les choses à ce moment-là. Par ailleurs, j'avais eu la malencontreuse idée de visiter la Yougoslavie en compagnie d'Hubert Aquin, juste avant mon retour et j'avais écrit dix reportages pour le Devoir. Or le doyen de la Faculté, pour des raisons que j'ignore, m'a interdit de publier ces articles. Il m'a dit : « Mieux vaut ne pas publier ces articles si vous voulez poursuivre votre carrière à l'Université. » ¹

¹ J'en ai appelé de cette décision auprès de Marcel Faribault, alors secrétaire général de l'Université. À sa décharge, il m'a donné l'autorisation d'aller de l'avant, mais comme plusieurs mois avaient passé, j'ai renoncé à les publier.

Bien que dans une situation inconfortable jusqu'en 1958, je me suis fortement intéressé, outre mon enseignement, à la transformation des programmes d'études. Je ne me souviens pas d'avoir occupé de postes administratifs avant 1958, mais j'ai retrouvé des rapports annuels sur l'activité du Département que j'ai rédigés moi-même dès 1956. Quoi qu'il en soit, mon souci constant, au cours de ces années, a été d'épurer les programmes pour en éliminer progressivement tous les cours qui n'étaient pas strictement de la science économique ou des mathématiques et des statistiques.

En ce qui me concerne et peut-être aussi en ce qui concerne la Faculté des sciences sociales de l'Université de Montréal, la période d'incubation a pris fin en 1958 avec l'arrivée de Philippe Garigue au décanat de la Faculté, la transformation en départements des anciennes sections dont la section économique et l'affirmation péremptoire des exigences scientifiques. Que Garigue puisse déclarer en 1958 que « le but d'une faculté des sciences sociales est de préparer ses étudiants à une connaissance objective de la réalité sociale » était une révolution dans la pensée². Auparavant, il fallait dire : un enseignement conforme à la doctrine sociale de l'Église³. De mon côté, vers 1956, quand j'avais soutenu publiquement que l'université visait d'abord à former l'esprit plutôt que le caractère, j'avais de nouveau subi les foudres de mon doyen.

L'année 1958 a donc marqué un nouveau départ. Si j'ai été alors nommé directeur du Département de sciences économiques, ce n'était pas l'événement le plus important à mes yeux.

En effet, c'est aussi en 1958 que j'ai vraiment commencé ma carrière de chercheur grâce à Roch Bolduc qui était alors, comme aujourd'hui, au gouvernement du Québec. Je me suis retrouvé responsable d'une étude générale sur l'économie québécoise avec cinq collaborateurs et deux ou trois collègues. Même avec le recul du temps, je pense que cet ouvrage est le meilleur que j'ai jamais produit. Je le dis avec une certaine fierté (il y a déjà si longtemps), parce que Charles Lemelin, un autre de mes aînés que j'estimais beaucoup, m'a fait l'honneur et le plaisir de parler de ce livre comme faisant époque et comme étant « la recherche économique nouvelle vague »⁴. Ce compliment m'a permis de passer sur les critiques assez sévères qu'il a faites du volume par la suite. A tort ou à raison, Lemelin pensait que c'était une des premières fois que le Québec était analysé avec des méthodes et des hypothèses de travail tirées de la littérature universelle. Nous parlions en effet du Québec,

² Conférence prononcée le 15 avril 1958 et reproduite dans la revue *Culture*, vol. XIX, 1958, p. 391-398.

³ Il semble que l'adverbe *auparavant* ne se soit appliqué qu'à la Faculté de Montréal puisque l'Annuaire général de l'Université Laval comportait encore, en 1964, la phrase suivante : « Institution universitaire catholique, la Faculté se fait un devoir de tout considérer à la lumière de la doctrine sociale chrétienne » (p. 207).

⁴ Situation de la recherche sur le Canada français, Presses de l'Université Laval, 1962, p. 66.

mais nous voulions confirmer ou infirmer le théorème de Samuelson sur l'égalisation des prix relatifs des facteurs de production ; nous parlions du Québec, mais nos sources d'inspiration étaient Harrod et Domar, Rostow, Leontieff, Perroux, Chenery, Keyfitz, et ainsi de suite.

Je n'étais pas le seul à penser ainsi. Bien au contraire, c'était affaire de génération. Autant que je me souviens, les querelles antérieures s'étaient apaisées avec l'arrivée des années 60 et un nouveau consensus s'était établi entre les économistes tout au moins sur le besoin de méthodologies scientifiques, quel que soit l'objet de la recherche. Qu'il suffise d'observer pour s'en convaincre que le Département de sciences économiques de Montréal comptait déjà, au début des années 60 et ce, depuis quelques années, des économistes comme Maurice Bouchard, Albert Breton, Tadek Matuszewski, Livia et Otto Thür, Gilles Beausoleil et Gérald Marion. Henripin, qui a été mon confrère de classe depuis 1948 et mon ami de toujours, avait même été beaucoup plus précoce que la plupart d'entre nous et s'était affirmé comme démographe dès sa thèse de doctorat en 1954. Les querelles qui se poursuivaient à cette époque aux H.E.C. ou dans d'autres disciplines sur la question de savoir s'il fallait « nous regarder » ou regarder ailleurs, nous paraissaient totalement stériles et en porte à faux. Je le dirai plus tard dans une leçon inaugurale⁵ : il fallait retenir à la fois la théorie et l'histoire, confronter l'universel et le singulier, choisir de préférence des questions pertinentes, donc proches de l'expérience vécue, mais les traiter suivant des règles scientifiques et des outils d'analyse reconnaissables partout.

Dans un rapport rédigé à la fin de 1961, j'ai qualifié ainsi l'orientation de l'enseignement économique à Montréal : « Cette orientation se trouve tout entière dans le qualificatif « scientifique ». L'économiste que nous désirons idéalement former est un homme de science qui dispose de techniques et d'un langage universels, qui explique les phénomènes économiques du lieu ou du monde à la lumière et avec les instruments d'une science qui ignore les frontières et qui, par conséquent, s'attache d'abord et avant tout à l'essentiel. »

Les années 60 sont donc pour moi une décennie de confirmation d'une victoire acquise à la fin des années 50.

À l'Université, les structures départementales étaient en place, la structure des programmes B.Sc., M.A. et Ph.D. refaite en 1961, mais c'est un peu plus tard que se prépareront des changements encore plus profonds à l'occasion des travaux de la Commission Parent et de la refonte de la Charte de l'Université de Montréal. Je ne peux passer sous silence ici que j'ai participé à une centaine de réunions sur cette Charte, réunions qui semblent s'être terminées vers 1966. C'est dans ce cadre strictement universitaire que j'ai vécu la Révolution

⁵ André Raynauld, le Développement économique, leçon inaugurale, P.U.M., 1967.

tranquille. J'ai été parmi ceux, assez rares et clairsemés, qui ont exprimé des réticences quant aux prévisions enthousiastes de la Commission Parent sur la clientèle universitaire des années 70 et sur les investissements en brique et en béton qui étaient censés être requis. Je n'ai pas pris la précaution de vérifier si les itinéraires prévus ont été suivis, mais j'ai le sentiment que l'appel à une certaine prudence dans le temps a trouvé sa justification.

Quoi qu'il en soit, les obstacles étant alors levés, il fallait avancer.

L'évolution des effectifs au Département de sciences économiques de l'Université de Montréal décrit assez bien le passage de l'artisanat à l'ère industrielle qui a été effectué au cours des années 60. En effet, le nombre des étudiants a été multiplié par 6 entre le début et la fin de la décennie, soit de 50 en tout à 279. Par comparaison, les nombres sont passés de 279 à 490 au cours des années 70, soit un saut inférieur à 2. Le nombre des diplômés a suivi une trajectoire semblable : 10 diplômés en 1961, 57 en 1970-1971 et 101 en 1980-1981. Enfin, le nombre des professeurs a évolué à un rythme beaucoup plus lent : 10 professeurs en 1961 et 18 seulement en 1971, alors qu'on en compte 29 à l'heure actuelle. Le surcroît du fardeau de l'enseignement a été absorbé en partie par l'assistance à l'enseignement qui est passée de 2 moniteurs en 1961 à 24 en 1971 et à 52 en 1981.

Évolution des effectifs au Département de sciences économiques
de l'Université de Montréal

	1961	1971	1981
1. Professeurs	10	18	29
Assistance à l'enseignement	2	24	52
2. Étudiants	(61-62)	(70-71)	(80-81)
1er cycle		157	352 (3)
2e cycle		108	107
3e cycle		14	28
Total	50 (1)	279 (2)	487
3. Diplômés			
1er cycle		44	733
2e cycle		12	27
3e cycle		1	1
Total	10 (1)	57	101

1. Tous les étudiants s'inscrivaient à une M.A. de trois ou quatre ans.
2. 1970-1971 a été une année creuse. L'année précédente, on comptait 325 étudiants.
3. Des 352 étudiants inscrits au 1er cycle, environ 230 postulent un B.sc. spécialisé ; le nombre de diplômés se rapporte au B.sc. spécialisé seulement.

Il fallait aussi produire des travaux scientifiques, non plus à titre d'exception, mais, sur une base régulière ou courante comme chez tout scientifique de carrière. Cette activité est très difficile à mesurer. Néanmoins, il a été établi en 1971 que les 18 professeurs du Département avaient publié 26 livres au cours

des années 60, 100 articles scientifiques, 38 études et rapports et 22 monographies de caractère général.

Récemment, Bernard Bonin s'est livré à une enquête plus exhaustive sur le nombre de publications de 97 professeurs en poste en 1981 dans les universités francophones du Québec ⁶. En 20 ans, ces 97 professeurs ont produit plus de 1500 publications dont 246 de 1960 à 1970 et 1 260 de 1971 à 1980.

Il fallait aussi « normaliser » en quelque sorte notre présence auprès des organismes professionnels, tant au Québec qu'au Canada ou à l'étranger. Au Québec, il a fallu commencer par fonder la Société canadienne de science économique, ce qui fut fait en 1960 grâce à la collaboration de toutes les institutions impliquées.

Ensuite, la plupart d'entre nous, nous nous sommes fait un devoir de participer, bon an mal an, aux réunions scientifiques au Canada, aux États-Unis et même en France. Un des résultats de cette présence a été que le Département de Montréal a été le siège, pendant cinq ans, d'une codirection de la *Revue canadienne d'économie*, revue que nous avons d'ailleurs rendue bilingue à cette occasion. Quelques contacts sporadiques ont été établis avec les organismes internationaux ou les pays d'outre-mer, mais il faudra attendre les années 70 pour voir s'amorcer un mouvement et une présence continus.

Quant aux travaux de recherche dans les années 60, ils se multiplient rapidement et surtout ils se diversifient avec l'augmentation très rapide du nombre des étudiants et des professeurs d'université. Si l'on regarde l'index 1960-1970 de *l'Actualité économique* par exemple, on est frappé de redécouvrir la grande variété des sujets abordés par les économistes québécois ; outre la conjoncture et l'histoire économiques, on note des articles nouveaux sur les méthodes quantitatives, l'histoire de la pensée, la théorie économique, la tarification, la monnaie, l'économie du travail, et j'en passe. Bonin, de son côté, constate que les sujets de prédilection des professeurs d'université ont été l'économie urbaine et régionale (probablement le Québec principalement), l'économétrie et l'économie internationale. En revanche, il constate des faiblesses en histoire des faits et de la pensée, ce qui rejoint l'une des préoccupations de Pierre Fortin. Quand j'avais fait une revue des recherches en 1962, j'avais trouvé au contraire que le Québec était au centre de toutes les préoccupations jusque-là, à part des exceptions que je pouvais citer et compter ⁷.

⁶ « Une mesure de notre taille », *l'Actualité économique*, juillet-septembre 1981, pp. 278-286.

⁷ En 1968, Jacques Parizeau déplore à nouveau le peu de renouvellement de la pensée économique au Québec. Voir le *Canada français*, textes réunis par Louis Baudoin, P.U.M., 1968, pp. 57-69.

En 1964, j'ai publié *Institutions économiques canadiennes* qui, une fois traduit en anglais, a eu un grand succès, mais mon activité principale par la suite a été mon association avec la Commission sur le bilinguisme et le biculturalisme qui a duré cinq ans, d'abord à titre de chercheur, ensuite en qualité de membre. Comme chacun sait, cette Commission a été à l'origine d'un nombre extraordinaire d'études relevant de toutes les disciplines des sciences humaines. Quant à moi, j'ai préparé deux études pour cette Commission, l'une sur la propriété des entreprises et l'autre sur les revenus, cette dernière en collaboration avec Gérald Marion et Richard Béland. Celle-ci est probablement la plus connue des deux parce qu'elle n'a jamais été publiée.

Ces travaux s'inséraient sans difficulté dans la remise en cause des structures et des politiques canadiennes qui était devenue progressivement l'objet principal de mes préoccupations. À travers les travaux de mes étudiants et un peu au hasard des articles et des communications que j'ai publiés à cette époque, l'on peut discerner un certain esprit de continuité ; du moins je me plais à le penser : politiques des salaires et des revenus, politiques de main-d'œuvre, travaux de comptabilité nationale pour le Québec, approche méthodologique à la planification, politiques fédérales en matière d'énergie, de transport, de commerce extérieur, de fiscalité et de péréquation, de stabilisation et de développement régional : tous des thèmes qui visaient à identifier des problèmes, à modifier souvent les perceptions qu'on en avait et à formuler des orientations plus appropriées. Deux exemples suffiront : en 1969, j'ai proposé la création d'une caisse de stabilisation régionale pour inciter les gouvernements provinciaux à pratiquer une politique de régulation conjoncturelle. Il me semblait évident, en effet, que la gestion de la demande globale serait plus efficace si le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux coordonnaient et harmonisaient leurs politiques de stabilisation en tenant compte des disparités de chômage. Cette idée sera reprise plusieurs fois par la suite sous diverses modalités et il ne faut peut-être pas désespérer qu'elle soit un jour mise en pratique.

En matière de développement régional, le Rapport H.M.R., du nom de ses auteurs, Benjamin Higgins, Fernand Martin et André Raynauld, a proposé en 1970 ce qui était pour le Canada une nouvelle problématique de la situation : l'innovation est à l'origine du développement dans les sociétés avancées et ce sont les grands ensembles urbains qui en constituent les foyers privilégiés. De là, les notions d'espaces polarisés et de structures d'échanges caractéristiques qui suggèrent de renforcer l'intégration économique des régions et de miser sur leur interdépendance plutôt que de saupoudrer l'aide au développement au hasard des requêtes des entreprises. Cette étude a soulevé beaucoup de controverses et celles-ci ne sont pas encore apaisées complètement.

2. Pour la suite des jours : les années 70

[Retour à la table des matières](#)

Si les années 60 ont été pour moi une décennie de travail scientifique, les années 70 m'ont dangereusement rapproché de l'action.

J'ai d'abord fondé et dirigé le *Centre de recherche en développement économique* de l'Université de Montréal et les activités du Centre ont porté dès le début sur la planification au Niger et sur la zone franc auprès des pays membres de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest. Cette ouverture sur les pays en développement se situait bien dans le prolongement de mes travaux et de mon enseignement à l'Université, mais il faut avouer qu'il s'agissait alors davantage pour moi d'administration et d'organisation de programmes de recherche exécutés par d'autres.

Les circonstances ont voulu que je me retire très tôt de ce champ d'activités. Dès octobre 1971, j'étais nommé à la présidence du *Conseil économique du Canada* pour un terme de sept ans. D'un seul coup, j'étais projeté sur l'avant-scène du monde de la politique économique, et doté d'un statut unique au Canada, soit l'accès aux ressources du centre le plus prestigieux de recherche économique dans le pays, de même que la liberté complète de parole, d'initiative et de publication face au gouvernement.

Ma première surprise est venue d'une longue et instructive conversation que j'ai eue avec l'un de mes illustres prédécesseurs, John J. Deutsch. Son message m'avait donné le vertige ; il m'avait dit : « C'est à vous qu'il appartient de formuler et de proposer les orientations que vous voulez voir prendre ; les membres du Conseil jugeront, mais finalement le Conseil sera ce que vous êtes ! »

De fait, j'ai vite appris que l'analyse économique ne dictait aucune politique. L'analyse se situe au niveau des moyens. Il faut donc d'abord se donner des objectifs et ensuite seulement, recourir à l'analyse pour déterminer les meilleurs moyens de les atteindre. La recherche permettra sans doute de mesurer l'efficacité probable des orientations envisagées ou encore d'estimer les conséquences éventuelles de l'action. Mais l'idéal à poursuivre et la volonté de se rendre quelque part sont des démarches délibérées, antérieures,

sinon complètement étrangères à l'analyse proprement dite. En pratique, il y a une interaction constante entre les fins et les moyens, la politique économique et l'analyse. Les chercheurs testent des hypothèses en quelque sorte, suivant certaines idées préconçues de ce qui pourrait être souhaitable. Si les résultats paraissent encourageants, on précise ses objectifs. On les pousse plus loin si on le désire et que les moyens de les réaliser semblent exister ; au contraire, on recule si l'analyse démontre que la direction choisie nous mène dans un cul-de-sac.

Le jugement de John Deutsch s'est avéré exact comme d'habitude. Je suis même étonné, avec le recul du temps, que l'essentiel des orientations que j'ai voulu imprimer au Conseil économique se trouve déjà dans le premier exposé que j'ai signé. C'était en 1972.

Une question fondamentale est posée quant au rôle de l'État dans l'activité économique. Il est proposé pour la première fois de ralentir la croissance du secteur public à cause de son impact inflationniste. Une analyse économétrique poussée avait en effet montré que la performance générale de l'économie s'accommoderait très bien d'une présence un peu plus modeste de l'État. Le même thème a été repris au cours des années suivantes. En 1973, le ton s'est fait plus insistant et plus précis ; ce sont les paiements de transferts que le Conseil a proposé de ralentir. Il s'en est suivi un battage énorme parce qu'on osait s'attaquer aux programmes sociaux : convocations de la Chambre des communes, du Sénat et du Cabinet, débats publics à répétition. Depuis, nous avons

bien dû nous résoudre à nous interroger sur la progression des dépenses publiques et ce, dans des conditions combien plus défavorables.

Mon autre préoccupation majeure en 1972 était de renforcer les mécanismes de concertation entre le secteur privé, les gouvernements provinciaux et le gouvernement fédéral. Il était proposé d'organiser, sur une base annuelle, une conférence économique nationale réunissant tous les preneurs de décision, et des conférences fédérales-provinciales régulières pour l'harmonisation des politiques fiscales. Enfin, le Conseil a introduit des objectifs à moyen terme de performance auxquels des politiques économiques appropriées étaient associées.

Il n'est pas possible de rendre compte ici de toutes les recommandations que le Conseil a faites pendant les cinq années où j'en ai été le président. D'une façon plus générale, disons que nous nous sommes successivement penchés sur les causes et les effets de l'inflation, sur l'alignement progressif du prix du pétrole sur le prix international, sur les inconvénients des contrôles de prix et de salaires, sur le besoin de mettre l'accent sur la rénovation du logement, sur les indicateurs sociaux, sur la pollution, la santé et j'en passe.

Outre les Exposés annuels, le Conseil a publié un grand nombre d'études plus approfondies sur des sujets particuliers. Ces études ont généralement eu pour effet de modifier sensiblement l'orientation des politiques fédérales en ces matières. Citons l'industrie de la construction, la politique commerciale (avant le Tokyo *Round*), le marché du travail, les institutions de dépôt (révision des lois sur les banques), le développement régional, les relations entre le Canada et les pays en voie de développement.

Dans ce foisonnement de recherches et de publications, on me donnera le crédit, je pense, d'une cohérence de principe qui reposait sur l'idée fort simple que les mécanismes de marché et la concurrence sont plus efficaces et moins arbitraires -que les mécanismes de décision politique. C'est du moins le témoignage que j'ai voulu rendre.

À l'automne 1976, j'ai été saisi d'une fièvre pernicieuse.

Ce n'était pourtant pas le printemps. J'ai donc choisi de démissionner de mon poste de président du Conseil économique pour me porter candidat du Parti libéral lors des élections du Québec cette année-là. Compte tenu de l'expérience que j'avais acquise, je croyais en effet pouvoir jouer un rôle utile. Et ce rôle, je le voyais s'exercer sur deux plans principaux : celui, bien entendu, de la politique économique, mais celui aussi de la sauvegarde et du renouvellement du fédéralisme canadien.

Les circonstances ont voulu que je sois à peu près incapable d'agir sur le cours des événements. J'y ai cependant gagné en liberté de parole et j'ai été en mesure de défendre et de propager les idées qui étaient les miennes depuis fort longtemps. Critique financier et économique du gouvernement, j'ai réclamé une politique budgétaire plus rigoureuse de façon à ramener le fardeau, fiscal des Québécois à un niveau équivalent à celui des contribuables des autres provinces. Cette question me paraissait primordiale dans la mesure où elle pouvait influencer, à travers les niveaux de salaires et de la compétitivité des entreprises, sur l'investissement, l'emploi et surtout sur les migrations inter-provinciales. On connaît la suite. Dans un ordre de pensée plus général, j'ai également revendiqué une plus grande liberté face aux interventions de l'État, qu'il s'agisse de l'amiante, de l'agriculture, des transferts de propriété, des loyers ou des entreprises d'État. Ces orientations, heureusement, sont consignées dans deux documents publiés par le Parti libéral en 1977 : *le Québec des libertés*.

Enfin, la campagne du référendum de 1980 m'a fourni l'occasion de m'exprimer abondamment sur le second volet principal de mes préoccupations : celui du fédéralisme. Je rejoignais ainsi un grand nombre d'articles que j'avais écrits sur ce sujet, dont le premier remontait aussi loin que 1962 (*Cité*

libre). Mais aussitôt après cette campagne, j'ai décidé d'abandonner cette carrière tumultueuse et frustrante pour revenir au milieu universitaire. La boucle était fermée ; le périple était terminé.

Ces aventures font foi que si, dans ma génération, nous avons voulu au départ nous identifier à une discipline scientifique, nous sommes demeurés, sauf exception, des généralistes susceptibles de faire carrière dans des activités très diverses. Les années 70, à cet égard, sont très différentes : ceux qui nous suivent sont spécialisés dans des champs d'intérêt plus étroits : ils ont atteint des niveaux de technicité et, je dirai, de dextérité incomparablement supérieurs aux nôtres. Ils sont moins connus dans la société que nous l'étions à leur âge, mais leur réputation s'étend beaucoup plus loin.

Fin du texte